

CE N'EST NI AU GOUVERNEMENT, NI AU CONSEIL CONSTITUTIONNEL DE DÉCIDER DE NOS VIES !



Les manifestations du 6 avril ont encore rassemblé 2 millions de personnes. C'est certes moins que lors de la plupart des précédentes journées de mobilisation, mais cela montre que la lutte continue !

Rencontrer Borne... Ou généraliser la lutte ?

La veille, l'intersyndicale s'était rendue à Matignon, pour en ressortir après une heure de réunion, car Borne refusait de discuter de la réforme des retraites. Quelle surprise ! Pourquoi donc se rendre à une réunion dont il était indiqué qu'elle ne porterait pas sur le sujet qui nous préoccupe ? Il n'y a pourtant absolument rien à négocier : nous voulons le retrait pur et simple. Aucune discussion n'a lieu d'être auparavant !

Le pouvoir est toujours plus faible : même la justice, via le tribunal administratif de Rouen, a décidé le 6 avril de suspendre les réquisitions de grévistes à la raffinerie TotalEnergies de Gonfreville-l'Orcher (Seine-Maritime). Ce jugement pourrait bien servir à annuler des réquisitions de grévistes dans d'autres usines ou dans le ramassage et le traitement des déchets. La semaine précédente, le tribunal administratif de Paris avait annulé des interdictions de manifestations dans la capitale.

La répression brutale et tous azimuts du gouvernement montre qu'il panique. Il sait bien que la pénurie de carburant est toujours une menace sérieuse, avec de nouveaux blocages toujours déterminés qui apparaissent dans les raffineries et dépôts. Il sait bien que la grève des éboueurs pourrait reprendre à Paris. Il sait bien que des équipes de salariés, des assemblées générales interprofessionnelles locales ou départementales, reconduisent toujours la grève et mènent des actions sur tout le territoire. Il sait bien que la majorité de la population soutient toujours le mouvement, et

souhaite même qu'il se durcisse pour gagner !

Ce n'est pas le moment de relâcher la pression !

Les directions syndicales feraient mieux de s'appuyer sur cette disponibilité à la lutte, au lieu d'espacer les journées de grève sans appeler à la reconduire entre ces dates. La conséquence de cette politique, menée depuis le 19 janvier, pourrait logiquement être l'essoufflement et la perte de confiance dans notre possibilité de décrocher la victoire. Cela rend d'autant plus notable le fait que la lutte se maintienne.

C'est aux grévistes, dans leurs assemblées générales, en se coordonnant, en continuant à se soutenir mutuellement et à s'adresser à tout le monde du travail, d'établir un plan de bataille gagnant, de décider des échéances et initiatives du mouvement, en poursuivant la grève tant qu'il le faudra.

La prochaine journée nationale de grève et de manifestation aura lieu jeudi 13. Il faut en faire un nouveau succès massif. Le lendemain, vendredi 14, le Conseil constitutionnel rendra son avis sur la validité de la loi et des modalités de son passage au parlement. Nous n'avons pas la moindre illusion à avoir sur cette institution non élue, composée de vieux politicards retraités, comme Laurent Fabius et Alain Juppé. Mais puisque c'est entre leurs mains que se trouve maintenant l'avenir de nos retraites, il sera nécessaire d'être de nouveau en grève et de manifester ce vendredi pour exiger encore une fois le retrait de la loi dans son ensemble.

Laurent Berger, le dirigeant de la CFDT, a annoncé le 7 avril sur BFM qu'il ne « remettra pas en cause la légitimité du Conseil constitutionnel ». Mais bien sûr que nos vies valent plus que la constitution de la Ve République !

Si le Conseil valide la loi, notre mouvement continuera !

HÔPITAL D'ARGENTEUIL : LES PERSONNELS NE MARCHENT PAS !

Vendredi 7 avril, des personnels de l'hôpital d'Argenteuil se sont rendus avec leurs soutiens au conseil de surveillance de l'établissement, en présence de la direction de l'hôpital et du maire Mothron, pour remettre une pétition signée par 500 agents et agentes contre le projet de parking de substitution que la direction veut leur imposer. Alors que des travaux prévus pour au moins quatre ans vont entraîner la fermeture du parking des personnels, la direction de l'hôpital et la mairie veulent les renvoyer vers un parking situé au Val Sud, à quinze, voire vingt minutes de marche. Un parking non surveillé et mal éclairé le soir, géré par la société privée Indigo, qui présente une facture de 210 000 euros sur sept ans.

D'autres solutions seraient possibles, en utilisant une partie du parking visiteurs et en améliorant l'offre de stationnement dans l'hôpital et ses alentours.

Mais Mothron a refusé de répondre, laissant les personnels se débrouiller avec la direction de l'hôpital. Celle-ci, en la personne de son directeur, a répondu que personne ne serait forcé d'utiliser ce parking, ou qu'il n'y a qu'à venir en transports... Quel mépris pour les travailleurs et les travailleuses venant parfois de loin, à toutes les heures du jour et de la nuit !

LES MILITANTS ET MILITANTES DE LA GRÈVE À LA RENCONTRE DE LA POPULATION D'ARGENTEUIL

Mercredi 5 avril, à l'initiative de l'assemblée générale de l'éducation du Val-d'Oise Sud, des militants et militantes du mouvement de lutte contre la réforme des retraites ont tenu un stand toute la journée au carrefour Babou (à l'angle de l'avenue Gabriel Péri et de la rue Paul Vaillant-Couturier). Cette initiative a permis de discuter avec les passants et passantes qui rejettent massivement la contre-réforme de Macron, participent parfois à la mobilisation mais sans être toujours coordonnés avec d'autres secteurs mobilisés, ou se demandent s'il est possible de faire plier le gouvernement. Certains et certaines ont ainsi laissé leurs coordonnées pour être tenus au courant des prochaines échéances de la mobilisation, notamment à Argenteuil.

Un nouveau piquet se tiendra au carrefour Babou mercredi 12 avril entre 10 heures et 17 heures, et une

manifestation aura lieu à Argenteuil jeudi 13 à 10 heures, en partant de l'espace Mandela.

ÉCOLES ET COLLÈGE ROUSSEAU D'ARGENTEUIL : OPÉRATION « ÉCOLE MORTE »

Au lendemain de la journée de grève du 6 avril, ce sont les parents d'élèves du groupe scolaire et du collège Rousseau, dans le quartier des Champioux, qui ont organisé une opération « école morte » : les familles étaient incitées à ne pas envoyer leurs enfants à l'école, ou alors sans leurs cartables. Il s'agit de protester contre l'augmentation du nombre d'élèves par classe et le non remplacement des professeurs malades... Alors que le ministre de l'Éducation Pap Ndiaye a annoncé cette semaine 1500 nouvelles suppressions de postes dans toute la France l'année prochaine !

Malgré l'arrachage des affiches par la direction du collège, et un message pour mettre la pression aux parents, beaucoup d'élèves ne sont pas venus ce vendredi. Perdre quelques jours de cours n'est rien par rapport à l'avenir que propose le gouvernement aux enfants et aux écoles des quartiers populaires !

Que la direction laisse donc ses places réservées à ceux et celles qui travaillent !

LOGEMENT ÉTUDIANT : PRÉCARITÉ À TOUS LES ÉTAGES

1 200 chambres pour 30 000 étudiants et étudiantes : voilà l'offre des cités universitaires de Cergy. Et certains bâtiments vieillissent : celui de la Croix Saint-Sylvère, construit en 1975, fermera à la rentrée prochaine pour trois ans de travaux !

Alors que la précarité étudiante grandit de jour en jour, le service public du logement étudiant est clairement insuffisant.

Les sociétés privées ont bien flairé le coup, en construisant des logements « étudiants » à plus de 750 euros, soit plus du double du loyer des chambres en cité universitaire !

Les étudiants et étudiantes de Cergy comme d'ailleurs, sont nombreux et nombreuses à avoir rejoint la mobilisation pour les retraites : que l'on soit en formation ou dans le monde du travail, nous connaissons la même galère quotidienne, alors menons les mêmes combats !